

de l'environnement, la surpopulation et le sous-développement. Par exemple, ces dernières années, les conflits de moindre envergure se sont multipliés et leur nature a changé. Dans la seule année 1997, 87 conflits armés (interétatiques pour la plupart) ont été relevés, presque tous dans des pays en développement.

Pour cette raison, le gouvernement annonça en 1995, à la suite d'un examen exhaustif des relations extérieures du Canada, que la « protection de notre sécurité dans le contexte d'un cadre international stable » deviendrait une nouvelle pierre d'assise de la politique étrangère du Canada.

LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

Reconnaissant le lien entre la sécurité, la stabilité et le développement, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (www.dfait-maeci.gc.ca/peacebuilding/index-f.asp) et l'Agence canadienne de développement international (ACDI) (www.acdi-cida.gc.ca) lançaient en 1996, l'Initiative canadienne de consolidation de la paix. Deux grands objectifs sous-tendent l'Initiative : aider les pays aux prises avec un conflit dans leurs efforts pour rétablir la paix; promouvoir l'expertise et la participation canadiennes dans les initiatives internationales de consolidation de la paix. Le Fond de consolidation de la paix de l'ACDI appuie des initiatives visant à promouvoir le dialogue, développer le leadership local et renforcer les institutions sur place qui contribuent à la consolidation de la paix dans les pays touchés par des conflits. Jusqu'à maintenant, plus de 40 projets ont été complétés ou sont en cours, notamment en Afrique, au Moyen-Orient, à Haïti et en Bosnie. Le Programme de consolidation de la paix et de la sécurité humaine du MAECI appuie

l'action internationale, le dialogue, la recherche appliquée et le développement de politiques sur des questions comme la protection des enfants touchés par la guerre, la lutte contre la prolifération des armes légères, le renforcement des composantes civiles des opérations de maintien de la paix et les mécanismes multilatéraux mis sur pied par les organisations régionales et internationales.

16 →

L'initiative de paix de Trudeau

Le 27 octobre 1983, le premier ministre Pierre Trudeau prononçait un discours à l'Université de Guelph, en Ontario, dans lequel il défendait diverses mesures d'accroissement de la confiance pour aplanir les tensions de la guerre froide, dont une conférence des cinq puissances nucléaires visant à réduire les arsenaux d'armes nucléaires. Ainsi débuta l'initiative de paix de Trudeau. Au cours des mois suivants, celui-ci se rendit en France, aux Pays-Bas, en Belgique, en Italie, en Allemagne de l'Ouest, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Union soviétique et aux Nations Unies à New York, pour promouvoir cette idée. Au mois de février 1984, il annonça qu'il avait reçu « des promesses de coopération pour désamorcer les tensions Est-Ouest » de la part de l'Allemagne de l'Est, de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie. Le premier ministre chinois, Zhao Ziyang, manifesta son appui. La Chine fut la seule puissance nucléaire à soutenir cette initiative. Les Soviétiques, bien qu'encourageant le premier ministre Trudeau, refusèrent d'y participer activement.

L'initiative de paix de Trudeau prit fin au mois de juin 1984 à la réunion du Sommet du G-7 à Londres. Trudeau allait bientôt prendre sa retraite. Ce fut d'ailleurs la dernière fois qu'il se présenta officiellement en public à titre de premier ministre. À cette occasion, il persuada ses homologues de s'engager à « poursuivre la recherche d'un dialogue politique prolongé et d'une coopération à long terme avec l'Union soviétique ». Bien que l'initiative de paix n'ait pas produit de résultats immédiats, au mois de janvier 1985 les États-Unis et l'Union soviétique amorcèrent des négociations en vue d'établir un programme de discussions portant sur la limitation des armes nucléaires. Ces discussions donnèrent lieu à plusieurs accords entre Washington et Moscou au cours des années suivantes. Il y eut également du progrès sur le plan du dialogue politique : aujourd'hui la Russie est membre du G-8, le groupe élargi qui remplace le G-7.



Le premier ministre Trudeau avec son homologue britannique Margaret Thatcher à Londres en juin 1984

• 1963

LE 31 DÉCEMBRE, le Canada se dote d'ogives nucléaires pour en munir les missiles Bomarc acquis en 1959 et déployés à North Bay, en Ontario, et à La Macaza, au Québec. En 1970, le gouvernement annonce l'intention du Canada de désengager ses forces armées de leur mission nucléaire. Par la suite, ces missiles ont été graduellement mis hors service et cette élimination s'est poursuivie jusqu'en 1971. L'affaire des ogives nucléaires soulève un vaste débat au Canada et, durant cette période, les relations avec les États-Unis sont tendues.

• 1965

LE 2 AVRIL, dans un discours prononcé à Philadelphie, le premier ministre Pearson critique la politique des États-Unis sur le Vietnam et demande la suspension de la campagne de bombardement. Dans sa réplique, le président Johnson s'en prend au premier ministre qui, dit-il, intervient dans les affaires nationales des États-Unis. En 1972, le Canada critique à nouveau les bombardements au Vietnam.

LE 1^{er} JUILLET est publié le Rapport Merchant-Heaney sur les relations entre le Canada et les États-Unis, qui suggère l'augmentation des liens institutionnels entre les deux pays et le recours à la diplomatie discrète pour résoudre les différends.